



HAL
open science

A la lumière du confinement : Un plaidoyer pour un observatoire des distances sociospatiales

Yankel Fijalkow

► **To cite this version:**

Yankel Fijalkow. A la lumière du confinement : Un plaidoyer pour un observatoire des distances sociospatiales. Guy Burgel. Ville et Covid : un mariage de raisons, Karthala, 2021, Ville et Covid : un mariage de raisons, 978-2-8111-2865-4. hal-03275332

HAL Id: hal-03275332

<https://hal.science/hal-03275332>

Submitted on 1 Jul 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

A la lumière du confinement : Un plaidoyer pour un observatoire des distances socio spatiales

(Premiers résultats d'enquête)

Yankel FIJALKOW

La période de confinement qui a concerné une grande partie de la planète au cours de l'année 2020 a-t-elle modifié notre rapport aux villes et à l'habitat ? L'interrogation pressante des médias invite à revenir sur la notion de distance et sa reconfiguration éventuelle avant la période de deux mois de confinement, considérée un peu trop rapidement comme « pédagogique », voire « transitionnelle » à l'égard d'un « monde d'après ». Observant, à travers une enquête quantitative, les mécanismes de distanciation et de sociabilité, nous souhaitons mieux interroger le retour des petites villes, annoncé par les médias comme le nouvel horizon¹.

La reconfiguration des distances

Classiquement, la distance se manifeste autant par la répartition des groupes sociaux que dans les interactions de face à face en milieu urbain. Dans un contexte où l'urbanisation représente une ressource liée à la proximité des activités et des êtres humains (Rémy, 1966)², les mécanismes de ségrégation et d'agrégation s'établissent en fonction des contraintes (notamment de revenus), des rejets explicites (par exemple le racisme, éventuellement officiel) et des processus d'affiliation.

Ainsi, le phénomène de *gated communities* désigne le rassemblement de personnes souhaitant développer un certain « entre soi », synonyme pour elles de

¹https://www.lemonde.fr/smart-cities/article/2020/07/24/post-confinement-les-recettes-des-petites-villes-pour-attirer-les-citadins-en-quete-de-changement-de-vie_6047207_4811534.html

² Remy Jean (1966), *La ville phénomène économique*, la vie Ouvrière

sécurité (Le Goix, 2006)³. Ce réglage de la distance sociale a été relevé dès les années 1920, par les sociologues de l'École de Chicago. Cependant Louis Wirth⁴ distinguait bien le quartier (aire naturelle) et la communauté (aire morale). Les migrants se regroupaient par recherche de solidarité dans des « aires naturelles » et s'affiliaient à des « régions morales » par affinité. *Le ghetto* qu'il décrivait correspondait à une forte proximité des agents sociaux. En France, la confusion entre aires naturelles et régions morales chez les urbanistes, a conduit à des malentendus sur la proximité, souhaitable ou non entre les groupes sociaux. La critique du projet de mixité sociale des grands ensembles d'habitation construits pendant les Trente glorieuses, était justifiée. Les ouvriers et cadres qui étaient tenus de cohabiter dans les mêmes aires naturelles ne relevaient pas des mêmes régions morales : chacun tenait à se comparer et à s'éviter dans les lieux et équipements publics (Chamboredon et Lemaire, 1970)⁵. Ainsi, les classes moyennes des grands ensembles n'ont pas tardé à fuir les grands ensembles et à devenir propriétaires de maisons individuelles dans le grand périurbain. Peut être eusse-t-il mieux valu demander aux groupes sociaux de coexister plutôt que de cohabiter, ce qui aurait relevé d'un autre projet ?

Cependant, la question de savoir si la proximité produit du lien, du conflit ou de l'indifférence reste entière. On peut la considérer comme teintée d'une idéologie spatialiste, selon laquelle les configurations spatiales (ici la proximité géographique) peuvent agir directement sur les comportements sociaux. Mais on peut aussi la considérer comme une croyance nécessaire à tous les « faiseurs d'espaces » (urbanistes, architectes, aménageurs...) qui ne peuvent qu'espérer qu'en dernier ressort, la spatialité rendra au moins possible des relations sociales et couronnera leurs efforts et leurs légitimités. Les sciences sociales répondent à leur demande, en posant la perception de l'espace comme fondamentale ce qui implique de reconnaître la distance comme relative et relationnelle, et en mettant en exergue les attachements des acteurs à leurs territoires matériels. La proximité peut donc tout aussi bien rassembler que plonger chacun dans sa propre bulle d'indifférence à l'égard de ce qui se passe autour de lui.

Le monde post-moderne de l'individu mobile modifie-t-il avec Internet les ambiguïtés de la proximité géographique ? John Urry (2012)⁶ a montré la reconfiguration des rapports à la mobilité et aux affiliations dans les groupes

³ Le Goix, Renaud. Les gated communities aux États-Unis et en France: une innovation dans le développement périurbain ? *Hérodote*, 2006, no 3, p. 107-137.

⁴ Louis Wirth, *Urbanism as a Way of Life*, *American Journal of Sociology*, 44 (1), 1-24, 1938.

⁵ Chamboredon, Jean-Claude et Lemaire, Madeleine. Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement. *Revue française de sociologie*, 1970, p. 3-33.

⁶ Urry, John. (2012). *Sociology beyond societies: Mobilities for the twenty-first century*. Routledge.

d'appartenance. Les réseaux sociaux opèrent un renversement de la notion de proximité. En diminuant les distances, ils rapprochent les individus qui par crainte de l'homogénéisation, développent une recherche identitaire. On assiste, sur Internet, à la constitution de solides « régions morales » déconnectées des solidarités et des territoires réels, des « aires naturelles ». Pour celles-ci, le marché (demain amplifié par la 5G) propose une gestion des « objets connectés ». Les instruments de la domotique permettent de contrôler à distance les ouvertures d'un domicile, le chauffage, l'entrée d'individus. Ils donnent l'impression d'abolir les distances et de rendre plus faciles les réunions et les rencontres. Alors que l'espace privé est administré par une série de procédures automatiques qui désinvestissent l'habitant réel qui ouvre ses fenêtres le matin, l'espace public virtuel occupe une place de plus en plus importante dans la vie des individus, penchés sur leurs téléphones portables, leurs ordinateurs et leurs tablettes. Pour autant, l'abstraction croissante de la distance géographique n'est que le lot des plus privilégiés. Chaque année apporte des milliers de personnes réfugiées de catastrophes économiques, politiques et naturelles, cherchant à se rapprocher des lieux producteurs de bien-être matériel. Pour ceux-ci, la question fondamentale est celle de l'accès à telle ou telle ressource spatiale inégalement distribuée.

À cet égard, le surgissement de la pandémie redonne à la proximité spatiale une nouvelle acuité. La hantise de la contagion, bien connue par l'histoire de la santé, conduit chacun à redouter la coprésence de l'autre, les objets et les espaces qu'il aurait fréquentés, donc éventuellement souillés. Dans ce retour à la réalité, la question centrale n'est plus l'accès, mais la possibilité de sortir et de s'enfuir. Alors que les plus pauvres continuent à affluer vers les villes, les mieux dotés seraient-ils ceux qui ont la capacité de s'échapper de la proximité géographique et de continuer de vivre dans le virtuel ?

Politiques de la distanciation

En France, la stratégie des pouvoirs publics du début de la crise sanitaire a conforté chacune des dynamiques consistant à s'éloigner et à gérer ses proximités. Dès le début du confinement, elle a tourné le dos aux méthodes du XX^e siècle fondées sur l'investissement public dans les hôpitaux, les dispensaires et autres structures de soin et de prévention. Le retard en matière d'équipement sanitaire dans beaucoup de pays a conduit vers des politiques pré-hygiénistes rappelant les méthodes, abandonnées depuis 1861, de quarantaine, et de restriction à la circulation. Faute d'investissement préventif, le traçage individuel accompagné de tests dessine un nouveau paradigme, dans lequel protection de masse et prise en compte des particularités individuelles vont de pair (Fijalkow, 2020)⁷.

⁷ Fijalkow Yankel (2020), Le monde d'après et les nouvelles ségrégations spatiales, *Le Monde* 11 juin 2020, https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/06/11/la-ville-d-apres-et-les-nouvelles-segregations-spatiales_6042456_3232.html

En proposant une santé publique « à la carte », fondée sur le traçage et la limitation des mobilités individuelles, les pouvoirs publics font reposer la responsabilité des pandémies sur les personnes plutôt que sur le déficit d'équipements qui leur incombe. Chacun devient responsable et acteur de sa propre sécurité, de sa santé et de ceux qui l'entourent. Ainsi, les pouvoirs publics se limitent de plus en plus à émettre des messages injonctifs

Parmi ceux-ci et de manière inattendue, le discours public a prôné le repli sur soi, comme mode d'engagement dans la cité. Chacun gère individuellement ses densités : par le port du masque, la diminution des contacts physiques, le repérage numérique. On ne serre plus la main, on ne s'embrasse plus, les contacts d'approche se limitent au croisement des regards. Le port du masque prive l'autre d'une grande partie du visage et donc des interactions de face à face. L'interaction par écran d'ordinateur obéit aux ondes numériques. Les mots d'accueil sont soigneusement étudiés et distribués. Habillé par un argument de solidarité, le repérage numérique permet de repérer le proche s'il est contaminant et de s'en éloigner. Il permet comme le craint Yuval Hariri de l'écarter de toute rencontre⁸.

Les « stables » et les « déplacés » : premiers éléments d'enquête

Il est donc intéressant d'étudier les stratégies de distanciation des ménages qui se sont éloignés des centres des métropoles et de Paris, pour se mettre à distance des agglomérations urbaines dès l'annonce de l'ordre de confinement. Redoutant la ville malade de ses densités, recherchant la proximité avec la nature, mais vivant dans leurs propres « aires morales », les personnes qui se sont « déplacées » à l'occasion du confinement répondent-elles à un profil différent des personnes qui sont restées chez elles ?

Ces personnes qui se sont déplacées ont mauvaise presse : on les a qualifiés de « déserteuses » et de « nanties », relevant notamment combien les beaux quartiers de Paris se sont dépeuplés.

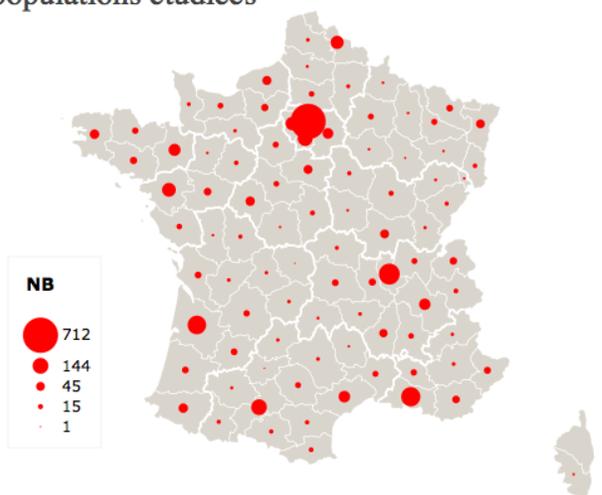
Cette population de déplacés représente 17 % de notre échantillon d'enquête, mais seulement 12 % une fois enlevée la population étudiante, naturellement encline à rejoindre le domicile parental (40 % d'entre eux l'ont fait). Ce pourcentage est donc inférieur à celui montré par d'autres enquêtes et reportages qui ont certainement amplifié l'exode de la capitale et des métropoles et le danger qu'ils ne contaminent tout le pays⁹. Triste revanche à l'encontre des villes les plus attractives remettant à l'agenda les petites villes, perçues, après le mouvement des gilets jaunes de l'hiver 2019, comme des lieux repoussoirs.

⁸ Yuval Noah Hariri, *The world after coronavirus*, *Financial Times*, March 20, 2020.

⁹ Voir par exemple dans *l'Obs* du 27 mars 2020 : <https://www.nouvelobs.com/confinement/20200327.OBS26656/17-des-parisiens-ont-fui-la-capitale-a-cause-du-covid-voici-ce-que-cela-dit-d-eux.html>

Dans ce qui suit, je présenterai les résultats d'une enquête par questionnaire (Fijalkow et Roudil, 2020)¹⁰, qui voulait cerner la manière dont les ménages confinés ont adapté leur quotidien et leur usage du logement (transformation, aménagement, entretien). Les répondants ont rempli en ligne sur internet 77 questions hébergées sur une plateforme ad hoc. Les libellés des 77 questions se répartissaient en quatre parties : la situation du ménage au moment du confinement ; la description spatiale du logement de confinement ; les pratiques domestiques en situation de confinement (répartition des tâches quotidiennes et ménagères ; usages des pièces et des extérieurs, déplacement à l'extérieur), les activités quotidiennes en situation de confinement (loisirs-détente, télétravail, école à la maison). Sur les 77 questions : 9 étaient ouvertes avec un espace limité de réponse, 68 questions étaient fermées, 9 étaient à choix multiples et 59 étaient à choix unique. 4 500 réponses ont été recueillies, représentant la plupart des secteurs de l'habitat et de la taille des villes et des départements de la France métropolitaine.

Répartition des populations étudiées



Cependant, l'échantillon que nous avons pu constituer dans un contexte de confinement comporte les biais de toute enquête par Internet. En extrayant la population étudiante de notre échantillon, ce qui le réduit à 3 792, nous rencontrons une population active en activité à temps plein, assez peu au chômage

¹⁰ Fijalkow Yankel et Nadine Roudil, *Le confinement bouleverse nos manières d'habiter*, Mars 2020 <https://theconversation.com/le-confinement-bouscule-nos-manieres-dhabiter-135061>

et fortement diplômée¹¹. C'est donc un portrait des couches moyennes élevées que nous livre le panel des répondants¹².

La différence entre les déplacés et les stables tient à plusieurs caractéristiques. Les déplacés ont une moyenne d'âge moins élevée (37 ans) que ceux qui sont restés chez eux (44 ans). De plus, ceux qui n'ont pas changé de logement à l'occasion du confinement comportent plus souvent des enfants avec couples ou personnes seules (42 %) que ceux qui se sont déplacés (19 %). Ceci peut paraître logique, car il a dû être difficile aux familles avec enfants de déménager en quelques jours. De plus, les déplacés montrent une grande variété de situations d'hébergement (Tableau A) : au domicile de leurs parents (22 %) mais aussi avec des parents (10 %), chez et avec des amis (9 %). On devine que les « déplacés » ont amplement mobilisé leurs réseaux familiaux et amicaux et que certains ont pu développer des petites communautés cohabitantes avec des amis ou de la famille plus éloignée. Paradoxalement, le mot d'ordre de « distanciation » a abouti à des rapprochements affinitaires : il a conduit les personnes enquêtées, à qui nous demandions leur situation résidentielle, à nous répondre « avec qui » ils habitaient.

Tableau A
Situation résidentielle lors du confinement

	Déplacés	En %	Non déplacés	En %
Vous êtes seul-e	35	8%	669	20%
Vous êtes seul-e avec enfant-s	11	2%	212	6%
Vous êtes avec un-e conjoint-e	132	30%	1 028	31%
Vous êtes avec un-e conjoint-e et un enfant	22	5%	501	15%
Vous êtes avec un-e conjoint-e et plusieurs enfants	47	11%	733	22%
Vous êtes avec des parents (petits-enfants, parents de conjoint, grands parents...)	43	10%	26	1%
Vous êtes chez vos parents	98	22%	51	2%
Vous êtes avec des colocataires	11	2%	94	3%
Vous êtes avec des ami-e-s	16	4%	11	0%
Vous êtes chez des ami-e-s	20	5%	3	0%
Vous êtes en location saisonnière	0	0%	3	0%

¹¹ Certains tableaux complémentaires figurent dans notre article « Le confinement : transition pour de nouvelles distances sociospatiales ? » dans la revue *Villes en Parallele* « Matériaux pour la ville de demain », janvier 2021. n°49/50 <http://www.persee.fr/collection/vilpa>

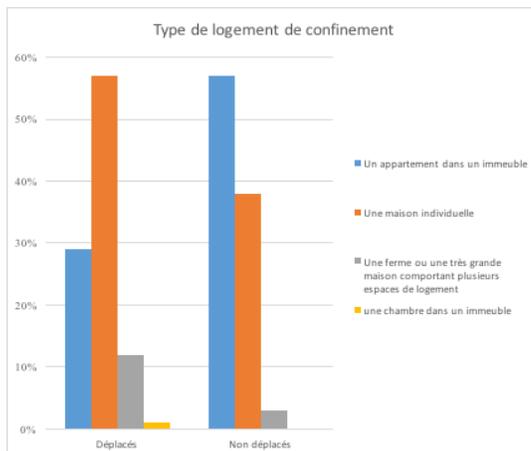
¹² La population étudiée est spécifique au regard du niveau de diplôme, trois fois plus élevé que la moyenne nationale : en 2017, l'INSEE indique que 18 % de la population dispose d'un niveau de diplôme supérieur à bac + 2 : <https://www.inegalites.fr/niveau-de-diplome-de-la-population>.

NR	7	2%	19	1%
Total général	442	100%	3 350	100%

Il est remarquable que la population des déplacés se soit plutôt dirigée vers les petites villes à l'écart de la capitale et des métropoles régionales (tableau B), et ait plutôt opté vers la maison individuelle que vers l'appartement collectif. Mais de fait, les déplacés se sont, plus souvent que les non déplacés, retrouvés en situation d'occupation collective de grandes maisons, telle des communautés expérimentales (12 % contre 3 %).

Tableau B
Taille de la commune de confinement

	Déplacés	En %	Non déplacés	En %
Moins de 500 hab.	55	12%	115	3%
500 à 2000	83	19%	228	7%
2000 à 15 000	109	25%	517	15%
15 000 à 100 000	77	17%	955	29%
100 000 à 500 000	46	10%	544	16%
500 000 à 1 000 000	28	6%	383	11%
Plus de 1 000 000	29	7%	510	15%
Ne sait pas	13	3%	84	3%
NR	2	0%	14	0%
Total général	442	100%	3 350	100 %



Ceux qui se sont déplacés ont amélioré leur qualité de vie. Les surfaces des logements en confinement sont deux fois plus vastes pour les ménages déplacés (112 m²) que pour les non déplacés (90 m²), qui comportent en outre plus de personnes et d'enfants. Néanmoins, ceux qui se sont déplacés sont plus souvent des ménages de personnes seules, plus jeunes et ont des statuts d'occupation fragiles ou précaires de colocation, d'hébergement, de logement à titre gratuit. Alors que les populations qui ne se sont pas déplacées sont plus souvent (57 %) propriétaires de leur logement de confinement en résidence principale contre 21 % des déplacés, ceux-ci attestent de statuts d'occupation plus fragiles. Ainsi, parmi ceux qui se sont déplacés, 14 % indiquent leur logement de confinement comme une résidence secondaire, mais mobilisent une plus grande diversité de modes d'hébergement : le domicile de parents, d'amis, de conjoint (tableau C). Les déplacés ont largement mobilisé leurs réseaux sociaux pour quitter les grandes villes, ce que n'ont pu faire, semble-t-il, les personnes stables. Ainsi, bien que plus souvent propriétaires ou disposant d'un statut résidentiel fixe ceux qui ne se sont pas déplacés, le plus souvent en familles avec enfants, se sont retrouvés dans des situations de plus forte densité (0,72 pers./pièce contre 0,69 pour les déplacés).

Tableau C
Statut du logement de confinement

	Déplacés		Non déplacés	
Votre résidence principale	123	28 %	3 276	98 %
Votre résidence secondaire	60	14 %	18	1 %
La résidence de parents	187	42 %	47	1 %
La résidence d'amis	56	12 %	5	0 %
L'appartement de mon conjoint	5	0 %	1	0 %
La résidence secondaire de mon conjoint pour le travail	1	0 %	1	0 %
La résidence secondaire d'amis	1	0 %	0	0 %
Résidence de transition	1	0 %	0	0 %
Résidence principale des parents	1	0 %	0	0 %
NR	7	2 %	0	0 %
Total général	442	100 %	3 350	100 %

Confinement et modes de vie

L'enquête montre que chacun a bricolé sa vie et ajusté ses distances. Si la grande majorité des personnes interrogées se sont déclarées en télétravail (77 %), les déplacés se sont plus souvent aménagés un espace privé (82 %) que les ménages non déplacés, ces derniers ayant certainement moins de possibilités, dans des plus petits logements. De plus, ceux qui déclarent faire du sport à domicile sont presque deux fois plus nombreux chez les déplacés (82 %) que chez les non déplacés (58 %).

Ceux qui ne se sont pas déplacés ont plus fréquemment pratiqué un isolement strict, restreignant les sorties à deux fois par semaine au maximum (54 % contre 41 % pour les « déplacés ») (tableau 5). Cependant, les types de déplacement effectués ont été aussi beaucoup plus restreints (aux courses alimentaires) chez les déplacés (tableau 6). L'intensité du confinement semble donc avoir été plus strict chez les non déplacés, mais leur usage des espaces publics plus diversifié.

Small is beautiful ?

Ces résultats montrent que les déplacés, plus jeunes, moins insérés socialement, ont eu de meilleures conditions de confinement que ceux qui ne sont pas déplacés, certes plus stables socialement, mais confrontés à l'occupation de logements collectifs, plus denses, avec des enfants. Ont-ils compensé ce déficit par une sociabilité plus intense ? On a vu que leur fréquentation de l'espace public était plus développée que celle des déplacés. Selon le tableau D, leur sociabilité s'oriente vers les amis et les collègues, alors que les non déplacés sont plus tournés vers la famille.

Tableau D
Nombre d'échanges moyen par jour

	Famille	Amis	Collègues
Déplacés	5,69	8,08	4,67
Non déplacés	5,39	8,47	4,73

Cependant, leur sociabilité de voisinage semble plus développée que celle des ménages déplacés. Lorsqu'on interroge les individus sur leur inquiétude (à noter sur une échelle de 1 à 10) pour leurs proches et parents, le niveau d'inquiétude des déplacés est légèrement moins élevé (5,55) que celui des non déplacés (5,66).

La petite ville serait-elle alors le lieu idéal du confinement ? Le lieu où la distance puisse le mieux être ajustée, en fonction des risques ressentis ?

Dans notre enquête, les villages et les villes de moins de 15 000 habitants sont représentés par plus de 1 100 répondants, soit un bon tiers de notre échantillon d'actifs (excluant la population étudiante). La structure par âge et par profession ne différencie pas ces localités. Cependant, la sociabilité de voisinage y semble plus intense selon la déclaration des personnes interrogées : seulement un quart n'ont aucune relation avec leurs voisins (contre 36 % pour l'effectif national).

Dans ces petites villes la sociabilité semble plus tournée vers la famille que les collègues ou les amis (tableau E).

Tableau E

Nombre moyen d'échanges journaliers selon taille des communes

	Famille	Amis	Collègues
Moins de 500 hab.	5,33	5,43	4,10
500 à 2000	5,15	5,24	4,32
2000 à 15 000	5,50	5,25	4,49
15 000 à 100 000	5,48	5,62	4,93
100 000 à 500 000	5,27	5,65	4,83
500 000 à 1 000 000	5,46	5,77	4,88
Plus de 1 000 000	5,55	5,83	5,01
Je ne sais pas	5,67	5,29	3,94
NR	3,68	3,96	2,50
Total général	5,42	5,55	4,72

À cet égard, on peut se demander si, finalement, l'attrait pour les petites villes ne constitue pas une « aire morale » plus propice dans une période de doute où le retour au territoire familial (et de confiance) s'est imposé à beaucoup ? Néanmoins cette ressource-là, en capital social, n'a pas bénéficié à de nombreuses familles qui ont dû rester dans les métropoles, créant une inégalité de fait.

Conclusions

Quelque chose est-il en train de changer dans les relations des citoyens à la ville et à la métropole ? Il est trop tôt pour le dire. Mais notre enquête montre que certains ménages de la fraction des couches moyennes supérieures se sont rapidement éloignés des grands centres métropolitains lorsqu'ils ont pu bénéficier de relations sociales et familiales leur permettant d'habiter quelques mois un patrimoine immobilier dans des espaces de moindre densité, comme les petites villes.

Le repli sur la cellule individuelle, appartement ou maison, identifié comme sain et sûr, a coïncidé avec celui du discours public recommandant de prendre ses distances. Son encouragement, certainement involontaire, aux faibles densités a conduit un mouvement vers les petites villes de la part d'individus et de ménages jeunes, moins insérés économiquement et socialement que ceux qui sont restés chez eux. Comme l'a montré notre enquête, beaucoup d'individus, de couples et de familles intégrés, ont apprécié de pouvoir développer leurs activités depuis leur logement, en modulant leur indépendance et leur lien au travail. Ce moment de confinement a été à la fois un moment d'expérimentation et un moment de retour

à des formes d'occupation de l'espace plus traditionnelles comme la maison individuelle. Pour certains, le confinement a permis d'expérimenter d'autres formes de collectif résidentiel, en famille ou avec des amis. C'est le cas de ménages qui ont mobilisé leurs réseaux pour se confiner dans les meilleures conditions, alors que les ménages qui sont restés chez eux, bien que plus inscrits socialement, ont vécu, avec leurs enfants, des situations de densité et de tensions. Ces différences montrent que les choix résidentiels de confinement entre des individus de milieu social équivalent ne s'offrent pas à tous de la même façon. La possibilité des individus de se distancier a remis en valeur les territoires des petites villes comme territoires de confiance en période confuse. Elle a redonné du sens au réseau familial. Mais surtout, elle a permis à des ménages et des personnes de dissocier leurs « régions morales » et leurs « aires naturelles » et de prendre conscience de leurs marges de liberté pour envisager des stratégies de distanciation, notamment avec leur milieu professionnel. La mesure et l'évaluation du « distanciel », sera certainement demain, et plus encore qu'aujourd'hui, un enjeu des recherches et des pratiques urbaines. Les chercheurs et les experts qui souhaitent comprendre les dynamiques de la ville de demain ont tout intérêt à monter des observatoires de la distance socio spatiale.